

Quand Ursula von der Leyen efface les Palestiniens de l'Histoire...

Communiqué de presse de l'Association belgo-palestinienne Wallonie-Bruxelles asbl
28 avril 2023

La [vidéo](#) enregistrée à l'occasion des 75 ans de la création d'Israël par la présidente de la Commission européenne constitue une offense d'une rare violence contre des Palestiniens.

« Un rêve qui s'est réalisé sur la terre promise », « la démocratie la plus vivante du Moyen-Orient », « vous avez fait fleurir le désert, littéralement »... En véhiculant les clichés les plus éculés de la propagande israélienne et en parlant en termes dithyrambiques de ce qui a constitué un traumatisme collectif pour les Palestiniens sans même mentionner ces derniers, la présidente de la Commission européenne contribue à effacer leur mémoire. A l'entendre, ceux-ci n'existent tout simplement pas.

Ce faisant, Ursula von der Leyen propage le mythe israélien d'une "terre sans peuple pour un peuple sans terre". Elle se rend complice de la stratégie israélienne d'occultation de la question palestinienne, en offrant ainsi un écho saisissant aux [derniers propos](#) du ministre israélien d'extrême droite Bezalel Smotrich qui nie l'existence même du peuple palestinien.

Cet "oubli" est d'autant plus incompréhensible que [l'ONU s'apprête à commémorer la "Nakba"](#) ("catastrophe" en arabe), c'est-à-dire l'expulsion de près de 800 000 Palestiniens de leurs terres lors de la création d'Israël, et le processus de dépossession et d'occupation qui se poursuivent jusqu'à nos jours. Il se situe en décalage complet avec les nombreuses études historiques et juridiques attestant de la réalité de l'apartheid israélien, à l'instar du [rapport d'Amnesty International](#) du 1er février 2022 qui établit qu'Israël repose dès ses origines sur une logique de suprématie raciale.

Par calcul politique, par mépris pour les Palestiniens ou par ignorance crasse, la présidente de la Commission européenne se fait le chantre d'un nouveau négationnisme particulièrement scandaleux et inexcusable.

« Cette prise de position d'une haute autorité de l'UE reflète un parti pris évident pour Israël, dont témoignent notamment ses contorsions quand il s'agit de sanctionner ses violations du droit international et humanitaire que cette même UE reconnaît par ailleurs, notamment sur les colonies. » déclare Pierre Galand, Président de l'Association belgo-palestinienne. *« L'État d'Israël ne sera jamais entièrement légitime tant qu'il ne mettra pas fin à l'injustice originelle qu'a constitué sa création pour le peuple palestinien. »*